

Les Faits Marquants du Congrès mondial de la nature de l'UICN: Mercredi 8 septembre 2021

Au cours de la première journée entière de l'Assemblée des membres, deux séances ont eu lieu, les membres y écoutant les rapports, s'y engageant dans des discussions stratégiques, y élisant des fonctionnaires et y décidant des motions.

Ce compte rendu quotidien comprend également les travaux de la première séance, qui a eu lieu samedi 4 septembre, pour l'approbation de l'ordre du jour de la réunion et pour permettre aux groupes de contact sur les motions de commencer leurs travaux.

Les Faits saillants de la journée ont inclus:

- Six motions approuvées, y compris la renonciation à la doctrine de la découverte, saluée par la présidence comme étant «la motion la plus importante de tous les temps»;
- Six motions de gouvernance approuvées, y compris la création d'un poste de conseiller autochtone élu;
- L'élection de Razan Al Mubarak, EAU, à la présidence de l'UICN; et
- La cérémonie de remise des prix, célébrant ceux qui ont laissé un héritage durable à la conservation.

Première séance

Le Président de l'UICN Zhang Xinsheng, par message vidéo, a ouvert la session, souhaitant la bienvenue aux Membres et observateurs.

Le vice-président de l'UICN, Ali Kaka, a déclaré que l'objectif de la session était d'approuver l'ordre du jour de la réunion, d'établir les comités du Congrès et de permettre aux groupes de contact sur les motions de commencer leurs travaux.

Désignation du comité de vérification des pouvoirs

Kaka a présenté le point de l'ordre du jour, y compris le mandat proposé (GR-2021-1.1/1-Annex 1-Rev) et la composition (GR-2021-1.1/1-Annex 7), qui ont été approuvés à l'issue d'un vote. Jenny Gruenberger, Bolivie, présidente du comité de vérification des pouvoirs, a expliqué les droits de vote et de parole.

Adoption de l'ordre du jour

Kaka a présenté l'ordre du jour révisé (CGR-2021-1.3/1-Rev). Il a pris note d'une proposition de motion d'amendement du règlement intérieur, qui renverrait toutes les motions à un vote en ligne dans un délai d'un mois après le Congrès, à examiner à la troisième séance de l'Assemblée. Après un vote, l'Assemblée a approuvé l'ordre du jour.

Désignation des commissions du Congrès

Kaka a attiré l'attention sur le mandat de chacune des commissions (GR-2021-1.1/1-Annexes 2-6) et a présenté la composition proposée pour les commissions des résolutions, de la gouvernance et des finances et de l'audit. Après un vote, l'Assemblée a approuvé le mandat et la composition des Commissions.

Présentation par le Comité des résolutions du calendrier des groupes de contact pour toutes les motions

Au nom du groupe de travail du Conseil sur les motions, Jon Paul Rodriguez (Venezuela) a présenté le processus sur les motions. Il a rappelé aux membres que 19 motions n'ont pas été finalisées par vote électronique et qu'elles seront examinées dans les groupes de contact avec les motions de gouvernance et autres motions urgentes déposées. Il a signalé que 19 nouvelles motions urgentes ont été déposées et que la Commission des résolutions décidera de leur recevabilité. Après un vote, l'Assemblée a approuvé la procédure et le code de conduite des groupes de contact tels qu'ils figurent dans le document CGR-2021-1.5.

Le PAKISTAN a demandé la suspension de l'élection du Président afin de mener le deuxième débat sur les candidats à la présidence, qui avait été annulé. Il a rappelé en outre la résolution 19.6 de 1994, stipulant que le président devrait provenir d'une région économique différente de celle du directeur général.

Nilüfer Oral, Chargée des élections, a indiqué que: le deuxième débat était conditionné par la présence physique des trois candidats à Marseille; et la motion de 1994 s'applique aux nominations par le Conseil, et non par les membres, ajoutant que rien dans les statuts ne contient une telle restriction. Elle a conclu qu'il n'y avait aucune irrégularité dans les nominations. Le Pakistan a demandé que les motions soient examinées dans les commissions des résolutions et d'organisation. Kaka a demandé au Pakistan de soumettre les motions au Comité des résolutions, dans le bon format, qui décidera de les soumettre à la commission d'organisation.

Présentation du processus «Résultats de Marseille»

Suite à l'expérience positive des Engagements d'Hawaï, le Comité préparatoire du Congrès du Conseil a élaboré un processus nommé Manifeste de Marseille pour fournir une déclaration de résultat forte et ciblée pour ce Congrès.

Jennifer Mohamed Katerere, UICN, a présenté les principaux éléments de la déclaration finale. Elle a indiqué qu'il s'agirait d'un communiqué du Congrès, contenant des messages stratégiques pertinents à l'échelle mondiale



Vice-président de l'UICN, Ali Kaka



Directeur général de l'UICN, Bruno Oberle



Hannah Moosa, directrice adjointe du Forum

et véhiculent une ambition d'action. Katerere a décrit les processus d'élaboration et d'engagement, et a présenté le contenu thématique du document, qui sera articulé autour de la relance post-COVID-19 fondée sur la nature et du programme pour l'après 2020 et autour de la crise de la biodiversité et de l'urgence climatique.

Motion du Conseil accordant le report de l'obligation de payer la cotisation au titre de 2020

Kaka a présenté le document pertinent (GR-2021-1.7/1), soulignant que son adoption requiert une majorité des deux tiers dans chaque chambre. Après un vote, la motion a été approuvée.

Deuxième séance

Le Président de l'UICN, Zhang Xinsheng, a salué le démarrage réussi du premier Congrès hybride de l'UICN. Il a souligné le rôle de l'Assemblée, qui comprend l'élaboration de l'agenda mondial post-2020 pour la conservation de la nature. Zhang a ajouté que bien que la pandémie de la COVID-19 soit une crise, c'est aussi une opportunité de remodeler la relation entre les humains et la nature. Jenny Gruenberger, Bolivie, présidente du comité de vérification des pouvoirs, a expliqué les droits de vote et de parole.

Rapport du directeur général

Le Directeur général de l'UICN, Bruno Oberle, a présenté son rapport articulé autour: des activités de l'UICN de 2017 à 2020; des principaux défis et des voies et moyens de les relever; et des actions futures.

Au sujet des activités passées, il a souligné le succès global de l'exécution du programme, notant que les thèmes de la Vie sur terre et le Changement climatique en étaient les deux piliers les plus solides, suivis de celui de la Vie subaquatique.

Concernant les défis, Oberle a distingué les obstacles financiers, organisationnels et politiques, signalant que le portefeuille croissant de projets et d'activités de l'Union est accompagné d'une augmentation des coûts et des risques, exprimant sa préoccupation face à la baisse des réserves financières. Il a souligné la nécessité pour l'UICN de se repositionner dans un environnement politique de plus en plus complexe.

Oberle a souligné que surmonter les défis nécessite: la gestion des risques et l'augmentation de l'efficacité; l'accroissement du nombre de membres de l'Union et la répartition géographique des partenaires; le renforcement de l'engagement des membres; l'identification de nouveaux modèles commerciaux; et la relève des défis organisationnels.

S'agissant des activités futures, Oberle a mis l'accent sur la communication avec un large groupe de parties prenantes en dehors du domaine de la conservation. Il a souligné les initiatives stratégiques, dont la plate-forme 'Contributions for Nature', un outil technologique qui permet de transformer les résultats des projets en descriptifs géographiques des impacts. Il a ajouté la nécessité d'influencer les négociations en cours

sur le cadre mondial de la biodiversité (CMB) post-2020, qui, a-t-il dit, manque actuellement de l'ambition nécessaire. Oberle a en outre parlé de la relance fondée sur la nature, mettant en exergue les solutions fondées sur la nature (SfN) et l'agriculture et la santé des terres, précisant que l'agriculture est un secteur complexe, mais nécessaire pour la protection de la biodiversité. Il s'est concentré sur les données et le financement des initiatives en faveur de la nature et mis en exergue l'Académie de l'UICN, qui vise à exploiter l'expertise de l'Union et à renforcer les capacités.

En réponse à des interventions du CAMEROUN, de l'ÉQUATEUR, du BANGLADESH et du Vice-président de l'UICN, John Robinson (États-Unis), Oberle: a souligné que l'UICN s'attaque au défi du sous-investissement de l'agriculture dans le Sud, et du trop-plein de subventions de celle-ci dans le Nord; a déclaré que l'UICN faisait preuve de diligence raisonnable avant de recevoir un soutien financier de l'industrie; a convenu que l'UICN doit tirer parti des connaissances au sein des Commissions; et a indiqué que l'UICN élaborera des directives plus détaillées pour la mise en œuvre des différents axes de travail du Programme.

Examen des questions d'importance stratégique pour l'Union et rapports des sommets

Rapport sur les résultats du Sommet mondial de la jeunesse 'Une seule nature, un seul avenir' de l'UICN:

Camila Perez, Commission de l'UICN sur l'éducation et la communication, et Hannah Moosa, directrice adjointe du Forum, ont présenté des messages clés indiquant que les questions prioritaires de la jeunesse comprennent les droits de la nature, les emplois verts, l'éducation à la nature et la réduction de la fracture numérique. Elles ont résumé l'appel à l'action des jeunes pour: une compréhension intergénérationnelle que les jeunes sont bien informés et capables d'apporter de véritables contributions; la possibilité de co-concevoir des travaux programmatiques; et la garantie d'une inclusion et d'une représentation justes et équitables des différentes parties prenantes, y compris les jeunes. Elles ont fait part de leur optimisme quant au fait que: la Stratégie de l'UICN pour la jeunesse, qui doit être achevée en 2021, s'appuiera sur les documents finaux du Sommet mondial de la jeunesse; la Commission consultative de la jeunesse de l'UICN soutiendra la mise en œuvre de la nouvelle stratégie pour la jeunesse; et la nouvelle équipe du patrimoine, de la culture et de la jeunesse veillera à ce que l'engagement des jeunes progresse de manière ciblée.

Rapport sur les résultats du Sommet de l'UICN pour les villes, les autorités locales et les collectivités infranationales:

Russell Galt, chef d'Urban Alliance, a présenté les principaux messages de quatre tables rondes techniques. Au sujet du financement de la relance verte, il a déclaré que les collectivités infranationales ont besoin d'un accès simplifié au financement international du développement. Au sujet du déploiement du concept SfN, il a souligné l'opportunité de passer d'un monde de rareté artificielle à un monde d'abondance naturelle. Au



Hindou Oumarou Ibrahim, Comité de coordination des peuples autochtones d'Afrique

sujet de la réalisation des droits environnementaux, il a souligné le droit fondamental à un environnement propre, sûr, riche en flore et faune et durable, y compris dans les villes. Au sujet de l'avancement de l'urbanisme écologique, il a souligné que la survie du monde naturel dépend désormais de la durabilité du monde non naturel, y compris les villes, et a souligné le rôle des collectivités infranationales.

Les influences de la perte de biodiversité et du changement climatique sur la santé publique: Stewart Magginis, UICN, a ouvert cette discussion stratégique, déclarant que la biodiversité, le changement climatique et la santé sont interconnectés et a exhorté à accélérer la mise en œuvre de solutions holistiques.

Josaia Bainimarama, Premier ministre des Fidji, par message vidéo, a déclaré que la santé humaine est liée à la santé de la planète, attirant l'attention sur l'impact que les événements météorologiques extrêmes peuvent avoir sur les systèmes de santé publique. Il a exhorté à soutenir le concept SfN pour lutter contre le changement climatique et la perte de biodiversité.

Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a déclaré qu'à mesure que le monde se remet de la pandémie de la COVID-19, «l'échelle de nos réponses doit correspondre à l'échelle des problèmes auxquels nous sommes confrontés». Il a signalé la création, avec l'UICN, d'un groupe de travail d'experts sur la biodiversité, le changement climatique, une seule santé et le concept SfN.

Une table ronde a suivi, modérée par Maria Neira, OMS. Elle a déclaré que la réponse concernant ce qui peut être fait pour réduire les vulnérabilités réside dans l'arrêt de la destruction des écosystèmes, car les écosystèmes fournissent les services qui assurent la santé humaine de base.

Hindou Oumarou Ibrahim, Comité de coordination des peuples autochtones d'Afrique, a expliqué que les savoirs locaux sur les étoiles et l'environnement fournissent des prévisions climatiques, guident le pastoralisme nomade et prédisent les épidémies. William Karesh, EcoHealth Alliance, a déclaré que les scientifiques et les agents de santé publique doivent travailler ensemble pour identifier des moyens de prévenir de futures pandémies.

Julia Miranda Londoño, UICN, a souligné l'importance des aires protégées pour la santé humaine, et a souligné le travail du groupe de travail sur les aires protégées de la COVID-19, de la Commission mondiale des aires protégées (CMAP) de l'UICN. Hans-Otto Pörtner, coprésident du Groupe de travail II du Groupe d'experts inter-gouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), a déclaré que le climat et la biodiversité sont étroitement liés et que les solutions pour l'un peuvent nuire ou profiter à l'autre.

Les participants ont souligné la nécessité: d'adopter les politiques du programme 'Une seule santé'; s'assurer que les aires protégées soient interconnectées, bien entretenues et disponibles pour les humains; et s'assurer d'une biodiversité riche en carbone pour stabiliser le climat.

Ibrahim a exhorté à passer de la parole à l'action. Karesh a appelé à une réflexion créative sur les parcs et les zones protégées, afin de créer des partenariats pratiques, y compris avec des partenaires improbables. Londoño a souligné les efforts visant à promouvoir les entreprises vertes afin de garantir que les communautés locales bénéficient des activités dans les zones protégées.

Pörtner a proposé que l'UICN s'associe au GIEC et au Groupe d'experts inter-gouvernemental sur la biodiversité et les services éco-systémiques (IPBES) pour définir les conditions requises pour atteindre les objectifs de conservation de la nature.

Elizabeth Maruma Mrema, Secrétaire exécutive, Convention sur la diversité biologique (CDB), par message vidéo, a appelé à une approche intégrée et inclusive de la biodiversité qui s'attaque aux facteurs communs de la perte de biodiversité, du changement climatique et du risque accru de pandémie, tout en soutenant mieux santé et bien-être pour tous.

Rapport du Président et du Conseil de l'UICN

Le président de l'UICN, Zhang Xincheng, a présenté le rapport du président et du Conseil, signalant que la période intersessions précédente, façonnée par la pandémie mondiale, a mis en relief l'importance d'une relation saine entre l'humanité et la nature.

Il a souligné, entre autres: l'adoption de la Norme mondiale de l'UICN pour le concept SfN; l'adoption du Programme Nature 2030 de l'UICN; une motion demandant l'élaboration d'une stratégie financière à long terme; le renforcement des exigences de performance pour les conseillers; et la nomination d'un nouveau directeur général. Il a également présenté des recommandations pour le prochain Conseil, notamment l'élaboration d'une stratégie, d'une vision et d'un plan sur 20 ans pour l'Union. Zhang a ensuite présenté des réflexions sur la gouvernance, le leadership et les attentes dans le contexte de l'examen des travaux passés et de l'examen des perspectives d'avenir.

Troisième séance

Antonio Benjamin, président de la Commission mondiale du droit de l'environnement, UICN, a ouvert la session en annonçant le nouvel hymne de l'UICN, «Prière pour Ganesh et Baobab», interprété, par vidéo, par le musicien japonais Iruka.

Rapport du directeur des élections sur les résultats de toutes les élections

Nilüfer Oral, Chargée des élections, a rendu compte de tous les résultats des élections des membres autres que le président, ainsi que des représentants régionaux au Conseil et aux présidents des commissions.

Les membres ont élu Angela Andrade, Colombie (Commission sur la gestion des écosystèmes); Sean Southey, Canada/Afrique du Sud (Commission de l'éducation et de la communication); Kristen Walker Painemilla, États-Unis (Commission sur la politique environnementale, économique et sociale); Jon Paul Rodriguez, Venezuela (Commission pour la survie des espèces); Christina Voigt, Allemagne (Commission mondiale sur le droit de l'environnement); et Madhu Rao, Inde/Royaume-Uni (Commission mondiale des aires protégées). Nihal Senanayake Welikala, Sri Lanka/Royaume-Uni, a été élu trésorier.

Le directeur adjoint des élections, Rahmat Mohamad, a annoncé l'élection de Razan Al Mubarak, Émirats arabes unis, à la présidence.

Motion appelant à un vote en ligne sur toutes les motions après le congrès

Benjamin a présenté la motion M (CGR-2021-3.2/1), soumise le 1^{er} septembre 2021 par 13 membres de l'UICN. La motion M propose de modifier le Règlement intérieur (RI) pour renvoyer toutes les motions déposées au Congrès et ne

nécessitant pas de décision immédiate, à un vote en ligne dans le mois suivant la clôture du Congrès.

Certains membres ont fait part de leurs préoccupations, mettant en garde contre le report du vote. D'autres ont demandé que la motion soit adoptée, affirmant que les organisations au sujet desquelles ils éprouvent des procurations ont eu du mal à participer de manière significative, en raison des restrictions d'entrée en France et des difficultés techniques.

Nicholas Robinson, Conseil international du droit de l'environnement, à propos d'un point d'ordre, a déclaré que le RI ne peut pas être modifié au moyen d'une motion déposée tardivement, a demandé à l'avocat général de statuer sur la cohérence de la motion avec les statuts et le RI, et a exhorté à ne pas voter sur la motion jusqu'à ce qu'une telle décision soit rendue.

Sandrine Friedli Cela, avocate générale de l'UICN, a déclaré que les circonstances inhabituelles dues à la pandémie méritent une considération exceptionnelle, précisant que cela n'est possible qu'avec la permission des membres, car cela implique des modifications des statuts et du règlement intérieur.

Benjamin a soumis un point d'ordre concernant le vote - si la motion pouvait procéder à un vote sans violer les statuts. Après le vote, Benjamin a indiqué que les membres ont voté en faveur d'un vote sur la motion M, qui nécessite une majorité des deux tiers. Après le vote, la motion a été rejetée.

Rapport de la Commission des résolutions et vote sur les motions

Paul Rodríguez, président du Comité des résolutions, a présenté un rapport d'étape sur les motions en suspens. Il a signalé que les six motions suivantes sont prêtes pour le vote. Les délégués ont voté et approuvé:

- La protection des fleuves Andes-Amazone du Pérou: le Marañón, l'Ucayali, le Huallaga et l'Amazonas, contre les projets d'infrastructure à grande échelle;
- Les actions visant à renforcer la souveraineté et la sécurité alimentaires des peuples autochtones et des communautés paysannes;
- La renonciation à la Doctrine de la Découverte pour redécouvrir le soin de la Terre Mère;
- La protection des écosystèmes et de la biodiversité des grands fonds grâce à un moratoire sur l'exploitation minière des fonds marins;
- L'action pour réduire la pollution lumineuse; et
- Le renforcement de la protection des mammifères marins par la coopération régionale.

Rodríguez a signalé aussi que sept autres motions sont en cours de discussion dans les groupes de contact. Il a ajouté que 18 nouvelles motions urgentes avaient satisfait aux exigences et contrôles statutaires. Huit de ces motions ont été rejetées par



Assad Serhal, Liban

la Commission des résolutions et ont fait l'objet d'un appel devant la Commission préparatoire du Congrès, qui a confirmé la décision.

Stop Ecocide International, Royaume-Uni, a déploré que le processus d'appel de la motion ne soit pas clair. Le Center for Environmental Ethics and Law, États-Unis, a déclaré que les rejets ne sont pas transparents et que les décisions sont incohérentes. Le Natural Resources Defense Council, États-Unis, a demandé des éclaircissements sur le rôle du Congrès dans l'annulation du rejet des motions. Le Center for Environmental Legal Studies a fait valoir que les modifications suggérées à leur motion pour la création d'une commission sur les changements climatiques modifient l'objectif de la motion.

Amran Hamzah, UICN, a fait le point sur les travaux de la Commission de gouvernance de l'UICN, signalant que la Commission s'est réunie pour examiner les 12 motions de gouvernance soumises avant la réunion, et une motion nouvelle et urgente. Précisant que toutes les motions ont été examinées dans des groupes de contact, il a déclaré que six sont prêtes à être examinées par l'Assemblée. Les membres ont voté et approuvé les six motions portant sur:

- L'établissement d'un poste de conseiller autochtone élu;
- Modification du terme «Conseiller régional»;
- La protection de l'indépendance intellectuelle des travaux fondés sur les connaissances et les preuves effectués par les Commissions et le Secrétariat de l'UICN;
- Le rôle des commissions dans les comités nationaux et régionaux;
- La clarification des conditions de réadmission des anciens États membres; et
- Les fonctions du Trésorier de l'UICN.

Manifeste de Marseille

Jennifer Mohamed Katerere, UICN, a annoncé que le Secrétariat, avec le Comité des Amis du Président, avait préparé un autre projet de manifeste, qui est disponible sur le site Web du Congrès pour observations et examen.

Rapports des Commissions de l'UICN, y compris les récompenses

Kathy MacKinnon, présidente de la CMAP, a présenté les travaux de la CMAP, en soulignant, entre autres: l'élaboration des normes mondiales pour les aires marines protégées, qui seront lancées lors de ce congrès; la Liste verte de l'UICN des aires protégées et conservées, qui a été conçue par la Commission, y a été pilotée et constitue désormais un programme principal efficace dirigé par le Secrétariat de l'UICN; l'autre base de données efficace sur les mesures de conservation par zone du PNUE-Centre mondial de surveillance de la conservation (WCMC); et le Groupe de travail sur les aires protégées COVID-19, qui a produit un rapport sur les impacts de la pandémie sur le tourisme dans les aires protégées.

La cérémonie de remise des prix de l'UICN a célébré ceux qui ont été d'un apport à leur pays et qui y ont laissé un héritage durable à la conservation.

Alfred Oteng-Yeboah, Ghana, a reçu la médaille commémorative John C. Philips, la plus ancienne récompense de l'UICN, pour service exceptionnel à la conservation internationale. Acceptant le prix, il a déclaré: «Si nous pouvons protéger la biodiversité, alors la dégradation des terres et le changement climatique appartiendront au passé. Lisa Dabek, États-Unis, a reçu la médaille commémorative Harold Jefferson Coolidge pour sa contribution exceptionnelle à la conservation de la nature et des ressources naturelles.

Assad Serhal, Liban, Richard Watling, Fidji, Raoni Metiktire, Brésil, et Jane Goodall, Royaume-Uni, ont été désignés membres honoraires de l'UICN pour leur contribution exceptionnelle à la conservation.